



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1311

09 novembre 2017

- **Haïti/États-Unis/Immigration : Le Black Caucus continue de plaider en faveur du renouvellement du TPS**
- **Économie : 128 millions de dollars de subventions de la BID, pour trois projets en Haïti**
- **« Transmission zéro » du choléra en Haïti, objectif prioritaire de l'ONU**
- **« Éducation environnementale », un nouveau cours dans le cursus de toutes les écoles pour l'année scolaire 2018-2019**

## >> Haïti/États-Unis/Immigration : Le Black Caucus continue de plaider en faveur du renouvellement du TPS

Pas moins de 58 mille haïtiens résidant sous le régime du Statut de Protection Temporaire (TPS créé en 1990) aux États-Unis, sauront avant le 23 novembre si le fameux sésame reconduit il y a six mois (en mai), va être à nouveau renouvelé. Afin d'éviter une éventuelle expulsion massive de compatriotes du sol américain, le Black Caucus du Sénat (groupe d'élus afro-américains au Congrès des États-Unis d'Amérique) a adressé le 3 novembre, une correspondance à Elaine C. Duke, cheffe par intérim du Département américain de la sécurité intérieure. Les motifs de cette nouvelle demande sont, entre autres, les dommages causés par les ouragans Irma et Maria en Haïti, exprimés par l'ambassadeur haïtien dans sa lettre du 4 octobre. « Les conséquences négatives de la fin du TPS en Haïti seraient doubles », soutient le Black Caucus après avoir fait un bilan des dégâts causés par le tremblement de terre du mardi 12 janvier 2010, par le choléra et les ouragans Matthew (4 et 5 octobre 2016) et Irma (7 et 8 septembre 2017). La décision du Département américain de la sécurité intérieure de prolonger le TPS pour seulement six

mois était contre le poids des faits sur le terrain et la volonté du gouvernement d'Haïti, des Haïtiens aux États-Unis d'Amérique, du Black Caucus et celle d'autres groupes qui, eux, réclamaient une prolongation de 18 mois. « Les bénéficiaires haïtiens du TPS participent directement à l'économie des États-Unis d'Amérique grâce aux impôts qu'ils payent et à leur contribution à la sécurité sociale et à l'assurance maladie. Ils aident à promouvoir la prospérité américaine dans de nombreux secteurs. L'expiration du TPS haïtien coûterait à l'Amérique 2,8 milliards de dollars en perte de PIB sur une décennie. Cela mettrait fin aux envois de fonds, qui contribuent de manière significative, à la relance d'Haïti ». Cette position du Congressional Black Caucus, qu'il n'exprime d'ailleurs pas pour la première fois, fait suite à une correspondance du secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, adressée à Elaine C. Duke, pour l'informer que « les quelques 300 000 individus de l'Amérique centrale et d'Haïti, vivant sous le TPS, n'avaient plus besoin d'être protégés contre la déportation ».

## >> Économie : 128 millions de dollars de subventions de la BID, pour trois projets en Haïti

Eau et assainissement, agriculture et agroforesterie, recensement général de la population et des habitats sont les domaines visés par les nouvelles subventions (128 millions de dollars américains) de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) à Haïti. La mise en œuvre du projet de l'eau et d'assainissement (65 millions de dollars) devrait permettre d'augmenter de 44% à 60% le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable. Les objectifs sont d'améliorer l'accès et la

qualité des services d'eau et d'assainissement ainsi que les pratiques d'hygiène à Port-au-Prince et dans les zones rurales, renforcer les capacités du Centre technique d'exploitation dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Et également d'améliorer la durabilité financière de l'entreprise et les capacités de l'Office régional d'eau potable et d'assainissement de l'Ouest ainsi que celles de la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement. Les fonds à investir dans

l'agriculture (55 millions) devraient favoriser un accroissement des revenus du secteur, et de la sécurité alimentaire dans certaines zones ciblées du pays, par le biais de la promotion de technologies agricoles et agroforestières innovantes et durables. Dans ce contexte, des projets de recherche agricole appliquée devront aider à améliorer le transfert de connaissances. Quant au projet de recensement de la population, c'est l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI), qui disposera des moyens techniques et financiers (8 millions) pour mener à bien le cinquième recensement général de la population et de l'habitat. Fournir des données

socio-économiques et démographiques de qualité, en termes de fiabilité et d'opportunité et devant satisfaire les recommandations internationales avec les meilleures pratiques méthodologiques et techniques. Haïti compte déjà, dans son histoire, quatre recensements de la population, réalisés à des intervalles différents (1950, 1971, 1982, 2003). La population haïtienne est actuellement estimée à 10,7 millions, dont 5,6 millions en milieu rural et 2,3 millions dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, d'après l'« Enquête sur les conditions de vie des ménages après le séisme (Ecvmas) », rendue publiques en septembre 2013.

### >> « Transmission zéro » du choléra en Haïti, objectif prioritaire de l'ONU

« Nous ferons le travail pour rester derrière Haïti, pour retourner chaque pierre jusqu'à ce que nous aboutissions à la transmission zéro » du choléra. L'élimination du choléra constitue l'une des principales priorités de la coopération entre l'ONU et Haïti, souligne la vice-secrétaire générale, la Nigériane Amina J. Mohammed, au terme d'une visite de 3 jours en Haïti. Introduit dans le pays en octobre 2010 par des casques bleus népalais de la force onusienne, l'épidémie du choléra a déjà fait plus de 10 000 morts (octobre 2017). « Nous venons pour essayer de trouver une autre façon de mieux faire les choses, parce que dans le passé, nous avons échoué. Nous n'avons pas été en mesure de faire ce que nous avons prévu. [...] C'est une nouvelle ère pour Haïti, et Haïti mérite la chance d'avoir un nouvel avenir », a reconnu Mme A. Mohammed. « Sans infrastructures, vous ne pouvez pas avoir d'emplois, vous ne pouvez pas gagner de revenus, vous n'aurez pas les ressources pour payer les services d'eau, d'assainissement, de santé et d'éducation », pour la reconstruction et le

développement du pays. Un sit-in de victimes du choléra, demandant justice et réparation, a eu lieu à Mirebalais le dimanche 5 novembre, en présence de Mme A. Mohammed et de l'Américaine Josette Sheeran envoyée spéciale des Nations Unies pour Haïti, en réunion dans cette ville. C'est à Mirebalais qu'ont été recensés (près de la rivière Mèy, à proximité de la base des casques bleus du Népal) les premiers cas de l'épidémie du choléra en octobre 2010. La visite des deux responsables onusiennes survient après la nomination de l'Américaine Susan D. Page comme représentante spéciale du secrétaire général et cheffe de la Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti, après 13 ans d'occupation du territoire national. La nouvelle mission onusienne, la Minujusth, présente en Haïti pour une période initiale de six mois (octobre - avril), est appelée à renforcer les institutions de l'État de droit en Haïti, à appuyer et développer encore la Police Nationale d'Haïti, suivre la situation en matière de droits humains, l'analyser et en rendre compte.

### >> « Éducation environnementale », un nouveau cours dans le cursus de toutes les écoles pour l'année scolaire 2018-2019

C'est un communiqué du Ministère de l'environnement en date du lundi 30 octobre qui l'annonce. Avec ce nouveau cours dans le cursus de toutes les écoles du pays, chaque élève mettra en terre au moins 100 plantules par an, souhaite le président Jovenel Moïse. Le Ministère de l'environnement devrait s'assurer que les plantules arrivent dans tous les établissements scolaires du

pays. En posant la première pierre de la construction du centre de Germoplasme et de propagation végétale dans le Nord-Ouest, le gouvernement a promis que chaque département du pays aura son propre centre de même capacité. Ils pourront produire 4,5 millions d'arbres fruitiers et forestiers par an.

#### A lire également:

- L'ancien candidat à la présidence, Jude Célestin, inquiet face à la dégradation de la situation socio-politique en Haïti  
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22304>
- Droits humains : Le RNDH dénonce une tentative d'intimidation du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince à son encontre  
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22309>
- Solidarité de plusieurs organisations avec Norbert Stimphil, après l'attaque armée du 29 octobre contre sa résidence  
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22312>
- Renforcer les idées nouvelles sur l'aménagement du Créole et du Français en Haïti  
<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22300>